Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 120 (1975)
Heft: 8

Artikel: La standardisation et la défense conjointe
Autor: Tucker, Gardiner L.
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-343963

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 02.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

La standardisation et la défense conjointe

L'évolution de la stratégie atlantique depuis quelques années, particulièrement devant la parité nucléaire entre l'Union soviétique et les Etats-Unis qui approche à grands pas, a conduit à mettre davantage l'accent sur le rôle des forces non nucléaires de l'Alliance dans la dissuasion comme la défense. L'amélioration des forces armées, tant du Pacte de Varsovie que de l'OTAN se poursuit mais, à l'Ouest, les budgets de la défense sont soumis à des pressions économiques croissantes. Dans une telle situation, les alliés doivent consacrer plus d'attention que jamais auparavant au renforcement de l'efficacité de leurs armées par une meilleure utilisation de leurs ressources limitées. La standardisation offre un moyen important à cette fin.

La puissance conjuguée de l'Union soviétique et du Pacte de Varsovie est la seule qui puisse éventuellement faire peser une menace militaire sérieuse sur le mode de vie des démocraties occidentales, dont la sauvegarde a été le but de la création de l'Alliance. Aucune des nations alliées, pas même les Etats-Unis, n'a pour politique de maintenir par elle-même, surtout à étroite proximité des frontières du Pacte de Varsovie, des forces suffisantes pour contenir une agression de grande envergure de l'Union soviétique. Chaque pays membre doit donc compter, pour défendre ses libertés contre la contrainte et pour dissuader toute attaque, sur les forces combinées de l'Alliance. En fait, c'est principalement pour être assurés que ces forces combinées resteront aptes à remplir cette mission que les pays alliés maintiennent leurs moyens de défense à leurs niveaux actuels.

Pour ses forces conventionnelles, l'OTAN a adopté une stratégie de défense vers l'avant, plutôt qu'une stratégie des représailles ou une stratégie fondée sur la défense en profondeur ou encore sur l'abandon et la reconquête du territoire. La ligne du front, qui s'étend de la Norvège à la Turquie, a été divisée en secteurs et les effectifs des diverses nations y sont échelonnés afin d'assurer une force de couverture initiale capable de défendre cette ligne contre une attaque limitée ou pendant une période limitée. Si une attaque de grande envergure se concentrait sur un ou sur plusieurs de ces secteurs, des renforcements seraient nécessaires. Les forces terrestres et aériennes de renfort peuvent être envoyées par divers

alliés, selon le caractère du conflit global. Ainsi, les forces conventionnelles des alliés sont surtout maintenues pour remplir un rôle exigeant qu'elles soient capables de mener efficacement des opérations conjointes.

C'est pourquoi il est d'une particulière importance, pour améliorer l'efficacité des forces de l'Alliance au moyen de ressources limitées, de s'attacher essentiellement à développer l'aptitude des diverses forces nationales à agir en commun. La standardisation offre un moyen crucial d'atteindre ce but.

Grandes réalisations

Bien entendu, un pas valable a déjà été franchi sur la voie de la standardisation; aucune autre alliance de nations libres et souveraines n'est allée aussi loin en temps de paix. Au cours des années, quelque cinq milliards de dollars ont été consacrés aux programmes multinationaux. Le Starfighter, la torpille Mark 44 et les missiles HAWK, Sidewinder et Bullpup sont, entre autres, des systèmes de conception américaine mis en production multinationale qui figurent aux inventaires de plusieurs alliés. L'avion de reconnaissance tactique G 91, l'avion patrouilleur maritime « Atlantic » et le missile AS-30 sont des exemples de matériels de conception européenne produits et utilisés sur le plan multinational. Si les programmes de projets en coopération — tels que l'avion tactique d'entraînement Jaguar, le missile Sea Sparrow, l'avion de combat polyvalent (MRCA) et les hélicoptères Puma, Gazelle et Lynx — sont menés à bien, un nouveau montant de cinq milliards de dollars y sera affecté.

En outre, quelque cinq milliards de dollars ont été consacrés à des programmes financés en commun en vue de créer une infrastructure capable de soutenir les opérations conjuguées. Un réseau de 220 aérodromes OTAN a été construit et des réseaux de télécommunications et d'oléoducs ont été créés pour les appuyer. Le système électronique intégré de la défense aérienne de l'OTAN (NADGE) qui s'étend de la Norvège à la Turquie a été terminé; il se compose d'un réseau interconnecté de 80 emplacements radar et de nombreux ordinateurs, utilisant tous le même langage, les mêmes symboles et le même logiciel, qui assurent ainsi le commandement et la conduite des interceptions en commun. Un milliard de dollars de plus sera nécessaire pour mener à bien les programmes d'infrastructure en cours.

Le missile antinavires opérant au-delà de l'horizon (du navire), offre un exemple d'accord de coopération dans un but de standardisation. Toutes les forces navales des pays de l'OTAN sont convenues des besoins généraux auxquels devra répondre un tel missile et d'un objectif opérationnel assigné par l'etat-major, et elles ont adopté un plan fixant les phases successives d'un projet en collaboration pour sa mise au point et sa production. Ses caractéristiques ont été fixées et le groupe consultatif industriel de l'OTAN entreprendra sous peu une étude de « préfaisabilité » et fera des propositions techniques sur les possibilités de réalisation. C'est là une excellente occasion de standardiser un nouveau système d'armes car aucun engagement national n'a encore été enregistré et l'on prévoit qu'un tel missile répondra à d'importants besoins au cours de la prochaine décennie.

La « déstandardisation »

En dépit de ces réalisations spectaculaires — et la liste de ces exemples n'est aucunement exhaustive — il est de fait que l'OTAN « déstandardise » dans maints domaines depuis quelques années, si bien que la variété des armements détenus par les pays de l'Alliance marque une constante progression. Ainsi, l'interopérabilité des systèmes d'armes est sérieusement compromise et le développement et la production des armements sont inefficaces.

Cette tendance vers la « déstandardisation » est illustrée par une étude effectuée il y a deux ans, d'où il ressort qu'il existe dans les inventaires de matériel des pays membres trente et un types différents d'armes antichars, qu'une analyse militaire indique que le nombre optimal serait probablement de cinq types. En outre, dix-huit types nouveaux ou améliorés étaient en cours de mise au point à l'époque. En d'autres termes, les mises au point nationales étaient environ cinq fois plus nombreuses que ce n'était nécessaire. Si la moitié seulement des efforts ainsi déployés avait été consacrée à l'un des domaines dans lesquels la technologie soviétique en matière d'armements a pris le pas sur celle de l'Ouest, nous serions en bien meilleure position. Si nous disposions de types cinq fois, voire trois fois, moins nombreux, largement utilisés dans tous les pays de l'Alliance, nos forces seraient beaucoup mieux à même de mettre en commun leur soutien logistique, comme leur entraînement et leur doctrine, et de mener des opérations conjointes.

Même lorsque des projets de production d'armements en coopération ont été institués au sein de l'OTAN, le nombre moyen de nations qui y participe, pour chaque projet, s'établit à 3,6. Etant donné que pour coopérer, il faut être au moins deux, et que l'Alliance compte quinze membres, cette moyenne n'est pas très élevée. Au lieu d'un seul système OTAN, il reste donc que plusieurs systèmes différents pourront être adoptés par tel ou tel groupe de pays alliés.

La mise au point de divers systèmes d'armes ne serait pas en elle-même préjudiciable, s'ils entraient en concurrence en fonction de critères communs et si le choix portait sur le plus rentable. Mais ce n'est généralement pas le cas. D'habitude, chaque nation choisit le système qu'elle a réalisé, ou à la réalisation duquel elle a participé. Ainsi, cette prolifération aboutit à l'introduction d'armes diverses dans les inventaires des pays de l'Alliance plutôt qu'à l'établissement d'un armement normalisé OTAN de qualité supérieure.

Le gaspillage des ressources

En procédant ainsi, non seulement l'on gaspille les ressources de recherche et de développement mais, ce qui est plus grave, l'on crée des forces qui manquent d'efficacité dans les opérations conjointes. Voyons, par exemple, le cas de la force mobile du CAE (AMF) qui groupe des unités appartenant à sept pays alliés. Elle se compose de 5000 hommes des forces terrestres avec une composante air. Ces unités sont entraînées en commun, elles opèrent en commun, elles se déploieraient collectivement, en cas de crise, vers les zones critiques et pourraient fort bien être les premières forces intégrées de l'OTAN sur le théâtre des opérations. La force mobile du CAE est le symbole de la cohésion de l'Alliance. Mais à quel point est-elle standardisée? Sept pays y sont représentés, la composante air comporte donc sept types différents d'avions de combat; il y a six types différents de canons sans recul et trois armes antichars guidées par fil différentes. Cette force est prête à se déployer vers un certain nombre de zones critiques différentes en même temps de crise, et elle ne peut manifestement pas préstocker ses approvisionnements dans chacune de ces zones. En raison de l'extrême diversité de ses armements et de ses approvisionnements, chacune des sept unités nationales de cette force doit entretenir son propre personnel logistique et

établir son propre soutien logistique. Parce que les systèmes d'armes et les approvisionnements des unités de l'AMF ne sont pas standardisés avec ceux des pays hôtes où elles sont prêtes à se déployer, elles ne peuvent envisager de puiser, dans un premier temps, dans les stocks du pays hôte et de les réapprovisionner ensuite: elles doivent d'emblée assurer leur soutien logistique.

Le commandant de la force mobile du CAE a établi que, si les armements étaient normalisés entre les unités et avec le pays hôte éventuel, le temps nécessaire pour que ses forces se déploient et soient prêtes au combat pourrait être réduit de plus de la moitié. Pour placer dans sa juste perspective l'importance de cette réduction, il ne faut pas oublier que dans pratiquement toutes les analyses du rapport des forces Est-Ouest, le temps de réaction de l'Alliance est l'un des paramètres déterminants les plus critiques. Le commandant de l'AMF a également estimé qu'une telle standardisation permettrait de grouper les sept personnels logistiques et de simplifier leurs tâches, à tel point que ce personnel logistique pourrait, lui aussi, être réduit de moitié pour accomplir la même mission. Ici encore, pour donner à ce pourcentage de réduction sa véritable importance, il faut se rappeler que l'escalade des coûts des effectifs grève les budgets consacrés à la modernisation dans toutes les nations de l'Alliance. Enfin, les besoins en matière de transports aériens seraient également réduits de moitié, d'où une économie capitale en matière d'équipements. Ces améliorations et ces économies auraient toutes été d'ores et déjà assurées si les alliés, sans consacrer plus de ressources qu'ils ne l'ont fait à l'acquisition des mêmes nombres et des mêmes catégories de matériels, s'étaient d'abord mis d'accord pour adopter des normes communes.

Le risque de fratricide

L'AMF est importante, en ce sens que son expérience est indicative des problèmes que posent les opérations conjointes des grandes unités et des possibilités qu'elles offrent, et aussi de l'Alliance tout entière. Des enseignements analogues se dégagent également de l'expérience acquise par la force navale permanente de l'Atlantique et de la Manche et par les exercices OTAN. Le manque de standardisation des carburants, des munitions, des armements et des approvisionnements constitue un

réel obstacle à l'efficacité des opérations conjointes et accroît fortement les dépenses logistiques. En outre, il s'est avéré, au cours de récents exercices, que l'absence de fréquences et de codes communs pour la transmission des données et de systèmes standards pour l'identification « ami ou ennemi » se traduit par la destruction par inadvertance par les forces de l'OTAN d'un avion OTAN dans un conflit. Sur le nombre substantiel d'avions patrouilleurs de marine OTAN abattus (théoriquement) lors d'un récent exercice, l'analyse ultérieure a montré que plus de 50% des pertes étaient attribuables à des armes OTAN.

Ainsi, la prolifération des types de systèmes d'armes et d'équipements dans les inventaires des forces de l'OTAN conduit à un système logistique coûteux, des opérations conjointes inefficaces, voire d'éventuels fratricides. En outre, la prolifération des projets de mise au point qui alimentent ces inventaires représente un sérieux gaspillage de ressources et risque de faire perdre à l'Alliance sa place à l'avant-garde de la technologie des armements. Rester au premier rang dans le domaine technologique est peut-être un élément de dissuasion plus important que les dimensions de nos forces ou l'efficacité de notre système logistique. L'URSS a montré qu'elle lutte pour conquérir la première place, et peut l'avoir atteinte dans certains domaines (par exemple celui des missiles antinavires non balistiques ou des missiles sol-air de deuxième génération). En conséquence, on pourrait penser que les quelque huit milliards de dollars par an que les membres de l'Alliance consacrent à la recherche et au développement dans le secteur non nucléaire se traduiraient par des efforts coordonnés et cohérents pour maintenir la supériorité de l'Alliance en matière de technologie et moderniser en commun leurs armements de manière rentable. Et pourtant, dans certains domaines importants, ces efforts continuent à faire double emploi et à manquer de coordination et les informations sont tenues secrètes.

Les raisons de l'échec

Pourquoi l'Alliance n'a-t-elle pas réussi à atteindre le niveau de standardisation qui semble si manifestement nécessaire pour assurer tant sa sécurité que l'utilisation efficace de ses ressources? La réponse est multiple, mais l'un de ses aspects essentiels concerne la stratégie. Pendant de longues années, toutes les nations de l'Alliance ont été profondément convaincues que l'arsenal stratégique des Etats-Unis était le principal

instrument de dissuasion, face au Pacte de Varsovie, et que le rôle des forces conventionnelles était essentiellement de faire la démonstration de l'engagement commun sans lequel il n'est pas de véritable dissuasion et de tenir le front pendant quelques jours, pour mettre à l'épreuve le sérieux de l'attaque et gagner du temps avant de prendre la décision politique de passer à l'escalade. Dans cette stratégie, l'important était que les forces conventionnelles existent, et non pas qu'elles soient efficaces dans l'action collective. Selon ce principe, il était acceptable de constituer des forces conçues pour accomplir isolément des missions nationales et de se préoccuper avant tout de développer les capacités des industries de la défense nationale.

La « déstandardisation » de l'Alliance s'explique en second lieu par les missions militaires non OTAN des forces nationales et par l'éclipse progressive de la doctrine tactique commune. Lors de la création de l'Alliance, la défense collective était, de très loin, la préoccupation première des nations membres et la doctrine tactique tendait à leur être commune, parce qu'elle dérivait de leur communauté d'expérience de la Deuxième Guerre mondiale. La puissance de dissuasion de l'Alliance a protégé les pays membres contre toute attaque et toute contrainte depuis vingt-cinq ans. Pendant cette période, cependant, les forces de plusieurs pays membres ont été engagées dans des conflits ou ont assumé des missions dans de nombreux autres théâtres d'opérations. Ainsi, c'est le succès même de l'Alliance qui a souvent permis aux pays membres d'avoir, en matière de doctrine et de conception de forces appropriées à telle mission ou à tel théâtre d'opérations, des intérêts qui ne soient pas largement partagés par ses partenaires, et les nations se sont montrées enclines à adapter leurs armements à leurs préférences et aux besoins indépendants de leurs propres forces, plutôt qu'aux exigences de la défense commune.

Enfin, une troisième raison est d'ordre économique. Dès le début, pour des raisons stratégiques, économiques et politiques, l'Alliance a eu systématiquement pour principe de stimuler le développement d'une forte industrie de défense de l'OTAN, avec une large participation des pays membres. A la fin de la dernière décennie, plusieurs nations avaient acquis la capacité technologique et industrielle nécessaire pour concevoir, développer et fabriquer des armements modernes. Afin de conserver cette capacité et le degré d'indépendance militaire qu'elle assure, de

favoriser un nouvel essor de l'industrie de défense et des progrès parallèles qu'elle entraîne souvent dans d'autres secteurs industriels, d'acquérir une position concurrentielle pour des ventes d'armements à l'extérieur, de maintenir l'emploi à l'intérieur et de réduire au minimum les achats d'armes à d'autres pays, avec leurs inconvénients pour la balance des paiements, ces nations ont eu tendance à protéger leurs industries de défense et à acheter des armes de leur propre conception à leurs propres usines.

De nombreux pays ont reconnu qu'en principe la mise au point et la production multinationales en coopération pourraient être préférables. Mais ils ont souvent estimé que l'harmonisation des différentes conceptions des besoins et des programmes militaires, ainsi que l'organisation et la gestion efficaces des activités multinationales coordonnées, seraient une tâche trop difficile pour qu'elle puisse réussir, sauf dans certains cas particuliers. En outre, l'on a eu tendance à considérer que l'objectif de la standardisation et de la coopération dans le domaine des armements et dans celui de la santé économique et industrielle étaient contradictoires. En fait, l'on a souvent laissé entendre que si les membres de l'Alliance devaient convenir d'une large standardisation fondée sur la sélection des conceptions de systèmes d'armes les plus rentables, la conséquence serait une forte « américanisation » des armements de l'OTAN et l'atrophie de la capacité de conception européenne.

Dans tous les pays de l'Alliance, l'opinion publique est aujourd'hui consciente de l'importance stratégique des forces non nucléaires pour la sécurité atlantique et de la nécessité pour les diverses forces nationales d'être capables d'opérer efficacement en commun. Les autres missions retiennent moins l'intérêt, en raison à la fois des événements politiques mondiaux et des événements économiques nationaux. Les divergences de doctrine qui se sont élevées entre les Alliés dans le domaine non nucléaire ont commencé à s'atténuer. Quoi qu'il en soit, le succès de plusieurs réalisations multinationales a maintenant montré que de tels projets peuvent être réalisables et répondre à des exigences nationales raisonnables concernant aussi bien les balances des paiements que la participation technologique. Des techniques d'organisation et de gestion appropriées sur ces expériences se dessinent nettement.

Ainsi, il est reconnu aujourd'hui, aux niveaux les plus élevés, que des matériels normalisés OTAN sont nécessaires afin de rendre les forces

de l'Alliance aptes à mener conjointement des opérations efficaces et, le cas échéant, à s'accorder l'une à l'autre un soutien logistique. L'importance pour les alliés, tant du point de vue stratégique qu'économique, d'une participation multinationale à la mise au point et à la production est également reconnue, et cette participation doit être efficace et satisfaisante sur le plan technologique pour les nations en cause, afin que les avantages en soient équitablement partagés.

Des moyens doivent maintenant être trouvés pour répondre aux légitimes objectifs nationaux, tant économiques qu'industriels, des pays membres, sans cesser de veiller en même temps à ce que l'industrie et la technologie des armements de l'Ouest soit, dans son ensemble, appropriée et efficace. Par-dessus tout, c'est l'acceptation des normes de l'Alliance, issues des progrès technologiques et de l'évolution des armements sur les deux rives de l'atlantique, qui est impérative. Faut-il en conclure que toutes les armes inscrites à l'inventaire des alliés doivent être identiques? Il n'en est rien, et la spécialisation pourrait même être nécessaire pour répondre aux exigences de missions spéciales entreprises par certains pays, dans le cadre de la défense collective. Mais lorsque les missions sont partagées, et que les armées doivent être capables de se renforcer de de se soutenir l'une l'autre, des normes communes sont indispensables.

Les initiatives en cours

Nombre d'initiatives sont en cours, dans le cadre d'un effort visant à améliorer très sensiblement la standardisation au sein de l'Alliance au cours des quatre prochaines années. Sous l'égide de la Conférence des Directeurs nationaux des armements (CNAD), les Groupes OTAN sur l'armement ont procédé à un examen systématique des armements, arme par arme, afin d'encourager chaque fois que cela est possible leur standardisation ou leur développement en coopération. Les Alliés ont tous accepté, par exemple, de tenter d'harmoniser leurs exigences concernant la prochaine génération d'armes antichars et de coopérer à la mise au point et à la production d'une unique famille de cinq armes qui remplaceront les trente et un systèmes figurant actuellement aux inventaires. Les principaux pays producteurs de chars ont donné leur accord à un programme commun d'essais destiné à sélectionner les principaux canons et munitions dont seront équipés tous les futurs chars de l'Alliance.

Un accord sur une torpille anti-sous-marine légère commune pour les années 1980 est sur le point d'être conclu.

En outre, nous avons commencé à formuler clairement nos objectifs communs en matière de standardisation et, qui plus est, à discuter explicitement du problème de l'industrie et de la technologie de la défense et de ses rapports avec les objectifs stratégiques de l'Alliance et les économies nationales. Nous essayons d'évaluer qualitativement et quantitativement nos réalisations et nos échecs en regard de ces objectifs. Et nous essayons aussi d'attaquer les problèmes de base qui ont empêché la collaboration d'être plus efficace ou plus étendue. Ainsi, par exemple, nous avons tenu une série de discussions franches sur ces questions au Conseil de l'Atlantique Nord et au Comité des plans de défense.

Le Groupe consultatif industriel de l'OTAN a entrepris de déterminer les domaines dans lesquels des possibilités d'économies de grande envergure rendraient particulièrement attrayante l'idée d'adopter des matériels communs et où la production de ces équipements peut être effectivement partagée, ou bien ceux où la spécialisation de la production apporte une réponse plus économique.

Le Comité économique commence à analyser la santé économique des divers secteurs de l'industrie des armements de toute l'Alliance, afin de déterminer si les politiques « protectrices » souvent suivies par les pays membres ont donné naissance à des industries efficaces, économiquement parlant, et s'il serait possible de concevoir d'autres politiques qui encourageraient la création d'une base industrielle plus efficace au plan de l'Alliance, sans cesser de répondre aux objectifs économiques nationaux.

Dans son article intitulé « Normalisation et coopération en matière d'armements », John Stone a évoqué les efforts de la Conférence des Directeurs nationaux des armements dans les domaines des armements antichars, des missiles sol-air, des missiles air-air, des missiles navals, des systèmes d'alerte, de détection et de poursuite aéroportés, des munitions pour armes légères et du matériel de guerre électronique.

Progrès récents

Les progrès accomplis tout récemment en matière de mise au point en coopération d'un missile antinavires ont été évoqués plus haut. Les perspectives se sont également améliorées concernant un accord sur les munitions pour armes portatives. A une réunion de la CNAD, en

octobre dernier, il a été décidé que deux calibres seulement seraient adoptés pour les armes portatives, l'un étant la munition OTAN normalisée de 7,62 mm existante. En outre, il a été décidé que chaque fois que ce serait possible, aucune nation n'introduirait dans ses inventaires quelque autre calibre que ce soit, avant que deviennent disponibles les résultats d'un programme agréé d'essai et d'évaluation. Cependant, dans le cas où les pays doivent acquérir de nouvelles armes d'infanterie légère avant que ce programme soit terminé, il a été convenu qu'ils mettront ces armes en service, mais uniquement à titre temporaire, ou en empruntant ces armes à une autre nation.

Peut-être faut-il évoquer un autre exemple, car il s'agit d'une question d'importance exceptionnelle — le remplacement du Starfighter F 104 G et d'autres avions. Le F 104 G a été l'une des grandes réalisations de l'Alliance, car il équipait les forces de huit nations qui participaient toutes à sa production. A presque tous égards, il semble logique, les missions militaires étant analogues. que les alliés acquièrent à nouveau un avion standard OTAN. L'interopérabilité ne sera véritablement réalisée que par un avion commun; une production et un soutien logistique économiques exigent des achats communs; la mise en commun offre de larges possibilités d'entraînement, de maintenance et d'exercices conjoints et contribue à la standardisation des armements, des équipements et des installations qui y sont associés, ouvrant aussi des perspectives de nouvelles économies et d'efficacité accrue. En Belgique, au Danemark, aux Pays-Bas et en Norvège en particulier, les missions de l'avion qui remplacera le F 104 G sont suffisamment analogues et les programmes de remplacement suffisamment compatibles pour que l'adoption d'un appareil standard unique soit une possibilité pleine de séduction. Ces quatre nations ont entrepris en commun une étude extrêmement approfondie de l'avion de remplacement éventuel ainsi que des facteurs opérationnels, logistiques industriels et économiques qui interviendront dans leur sélection. Au moment où paraîtra cet article, les conclusions de leurs délibérations pourraient être connues.

L'OBJECTIF À POURSUIVRE

Nous ne pouvons faire plus que suggérer ici l'ampleur et la gravité des problèmes associés à la standardisation et à la coopération dans le domaine des armements, ainsi que les mesures qui sont prises ou envi-

sagées pour les résoudre. Pour les systèmes d'armes modernes, dix ans au moins pouvant être nécessaires depuis le premier stade de la mise au point jusqu'au déploiement complet, et les armes une fois introduites dans les forces armées pouvant rester en service actif pendant dix à trente ans, la standardisation ne peut être qu'une œuvre lente, même si cet objectif recueille un plein appui. Le Conseil atlantique et le Comité des plans de défense s'accordent toutefois à penser, dans l'ensemble, que les entraves actuellement apportées à l'efficacité des opérations conjointes, tout comme l'inefficacité et le gaspillage dans l'utilisation des ressources de développement et de production de l'Alliance ne peuvent plus être tolérées. Une tâche immense et difficile s'ouvre devant nous aujourd'hui. Les réalisations déjà atteintes dans certains domaines limités, les nouvelles initiatives qui sont prises et l'étude sérieuse des problèmes fondamentaux donnent toutefois à penser que la tendance vers une nouvelle déstandardisation et une prolifération accrue des systèmes d'armes pourrait prochainement prendre fin. Cependant, pour que les progrès soient à la mesure de la gravité de cet impératif, il faudra qu'au cours de la prochaine décennie toutes les organisations nationales de la défense prennent l'engagement ferme et soutenu d'œuvrer en vue d'une standardisation effective, sur le plan de l'Alliance. Un tel engagement permettra de renforcer substantiellement, au cours de la prochaine décennie, et sans dépasser les niveaux actuels des ressources, aussi bien le potentiel défensif de l'Alliance que son avance relative en matière de technologie des armements et, en conséquence, la puissance de la dissuasion.

C'est certainement là un objectif digne d'être poursuivi [1].

Dr Gardiner L. TUCKER
Secrétaire général adjoint
de l'OTAN pour le soutien de la défense

[1] Etude parue dans le No de janvier 1975 de la revue de l'OTAN et reproduite avec l'autorisation de la Rédaction.